



HAL
open science

Sécurité économique, insécurité mondiale

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Sécurité économique, insécurité mondiale. Economie de la sécurité internationale, Oct 2019, Paris, France. hal-02522556

HAL Id: hal-02522556

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02522556>

Submitted on 27 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Sécurité économique, insécurité mondiale

Jacques Fontanel

**Séminaire ILERI
Institut Libre d'Etude des Relations Internationales**

Economie de la Sécurité Internationale

**Paris
22 Octobre 2019**

Résumé : La sécurité économique n'est pas toujours valorisée. La précarité est même parfois revendiquée comme un facteur certain de progrès pour l'humanité. De fait, cette analyse conforte les analyses libérales, elle permet de mettre toutes les activités économiques et sociales en concurrence. La loi du plus fort est une pratique ancestrale que nos sociétés pourraient aujourd'hui remettre en cause. La prédation n'est pas une activité noble de production, elle s'inscrit dans la répartition inégalitaire, le refus d'un avenir collectif, la mise en évidence d'une violence quotidienne. La sécurité nationale doit s'ouvrir aux conditions économiques, car celles-ci financent les armées, la police, l'état de droit. Cependant, elle ne peut pas n'être qu'une sécurité étatique, d'autant plus que l'Etat démocratique est gravement menacé par les inégalités de richesses et de moyens qui conduisent les démocraties à céder progressivement aux valeurs de la ploutocratie. Le développement économique doit s'ouvrir sur l'homme au centre des attentions dans la recherche d'un développement durable, soutenable, avec une volonté réelle d'éradiquer la pauvreté et de réduire toutes les formes d'inégalités en développant une société de tolérance mutuelle, véritable gage de la sécurité et de la liberté des hommes

Summary : Economic security is not always valued. Precariousness is even sometimes claimed as a certain factor of progress for humanity. In fact, this analysis reinforces liberal analyses, it allows all economic and social activities to compete. The law of the strongest is an ancestral practice that our societies could today question. Predation is not a noble activity of production; it is part of unequal distribution, the refusal of a collective future, the demonstration of daily violence. National security must be opened to economic conditions, because these finance the armies, the police, the rule of law. However, it cannot be only a state security, especially since the democratic state is seriously threatened by the inequalities of wealth and means that lead the democracies to gradually yield to the values of the plutocracy. Economic development must open up to people at the centre of attention in the search for sustainable, sustainable development, with a real desire to eradicate poverty and reduce all forms of inequality by developing a society of tolerance mutual, a real guarantee of human security and freedom.

Mots clés : Sécurité économique, inégalités, démocratie, sécuritaénationale, Etat
Economic security, inequality, democracy, national security, State.

L'économie de la sécurité nationale se propose de définir et de prendre en compte tous les risques de court, moyen et long terme qu'encourt le fonctionnement de la vie économique et sociale d'un pays. Elle concerne l'information, la prévention et la gestion de toutes les insécurités du système économique et politique d'une Nation, affectant les secteurs publics et privés, légaux ou illégaux. Elle doit s'inquiéter des risques de guerre, de conflits économiques, de la gestion des comptes publics, des catastrophes naturelles aléatoires, du réchauffement climatique (avec ses conséquences sur les productions), des maladies liées à la pollution ou aux éventuelles épidémies (notamment dans les pays en développement).

Cependant, la notion de «risque» est à la fois floue et polysémique. Le risque sera plus ou moins élevé en fonction de la probabilité qu'un événement souhaité ou indésirable se produise. Dans le domaine économique, du fait de réactions de court terme parfois violentes, des cycles existent dont la longueur, la profondeur et la violence ont été étudiés avec soin, parfois avec des courbes qui se répètent dans la temps (Juglar, Kitchin, Kondratchev), sans pour autant que la volatilité des facteurs économiques due aux chocs exogènes (les fameux «cygnes noirs»), aux mouvements spéculatifs irraisonnés et même algorithmiques ou à l'émergence d'actions politiques plus ou moins attendues. Les économistes ne conçoivent pas la sécurité de la même manière, pour les uns elle est inféodée au pouvoir politique, pour les autres le doux commerce est un facteur de paix.

Avec l'école mercantiliste, les États sont perçus comme des agents en constante recherche de puissance, ce qui conduit presque toujours à l'émergence de conflits d'intérêts, d'effets de domination ou de guerres. Dans ce contexte, les intérêts économiques et individuels sont subordonnés à la poursuite du pouvoir d'État. La force militaire est alors considérée comme un instrument de développement économique national, car elle est censée assurer une sécurité suffisante aux acteurs économiques et sociaux pour innover et exercer leurs fonctions de production, de consommation et de commerce. Elle peut aussi servir à asservir les autres Nations. Cependant, le dilemme de sécurité est immuable : en se protégeant, l'État devient une menace pour ses homologues, sauf en cas d'alliances fiables¹.

Selon la pensée libérale, l'État est subordonné aux intérêts du marché et des agents économiques. Il ne peut intervenir dans l'économie nationale que lorsque certains facteurs mettent en péril la stabilité du marché. Ensuite, les États doivent jouer un rôle marginal dans les rapports commerciaux internationaux et important pour la liberté du commerce, des marchés et des acteurs économiques. Les marchés libres et le changement sont des garanties de stabilité économique et politique, puis de sécurité.

Pour Marx, puis pour Lénine, la sécurité des prolétaires n'existe pas dans un système capitaliste qui les exploite, car les propriétaires des facteurs de production ont sur eux le droit de survie. Seule la révolution peut donner une chance à la grande majorité des hommes démunis, vers un socialisme qui éliminera progressivement la lutte des classes, vers un communisme enfin libérateur. Notons, qu'à la même période du XIXe siècle, à la violence politique, les économistes utopistes français critiquaient le

¹ Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), International security, defence economics and the powers of Nations, in Fontanel, J., Chatterji, M., War, peace and security, in Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development, Emerald Publ. London.

capitalisme et anticipaient une évolution pacifique vers un nouveau système social plus humain et fraternel².

Pendant la guerre froide, la stratégie de la terreur nucléaire impliquait des investissements importants pour la fabrication des armes réservées d'ailleurs aux seules grandes puissances. En 1973, avec la crise pétrolière, des vagues de crises financières se sont succédées et la communauté internationale a pu mettre en évidence les phénomènes de dépendance à certaines ressources naturelles, sans lesquelles les économies nationales ne pouvaient plus fonctionner avec efficacité. Dans ce contexte, la guerre économique n'était pas réservée potentiellement aux pays avec les quels un conflit politique sous-jacent subsistait, qu'elle pouvait naître d'une décision nationale légitime de ne plus exporter un produit naturel comme le pétrole ou le gaz. Le néomercantilisme pouvait alors reprendre son droit d'action et les marchés étaient prisonniers de cette nouvelle rareté d'un bien devenu central dans la plupart des économies développées. L'effondrement de l'économie planifiée de l'URSS a mis en évidence l'insécurité de l'économie civile face aux exigences d'une économie militaire prioritaire pour faire face à la force militaire et économique américaine. Dès lors, à ce jeu de poker qui aurait pu déboucher sur une guerre sans doute nucléaire, l'Union soviétique s'est fracassée sur le mur d'un développement économique retardé par un effort militaire excessif. Après 1990, les menaces politiques, militaires, économiques, sociales et environnementales et politiques sont devenues partie intégrante de la compréhension complexe de la sécurité. De nombreuses crises économiques se sont succédées (Mexique, Asie, Russie, l'Argentine, zone dollar, zone euro).

Le concept de sécurité économique et humaine doit prendre en compte la sécurité nationale militaire ou civile (analyse conventionnelle), la sécurité intra-étatique (guerre civile ou ethnique), la sécurité élargie (organisation économique, écologique, climatique et environnementale)³ et la sécurité des personnes, avec la question de la survie des sociétés, des groupes et des individus. L'objectif, c'est de réduire le potentiel de violence militaire, policière, économique, psychologique et sociale des êtres humains, en réduisant la misère, l'absence de soin, la précarité et l'illettrisme. Cependant, l'existence des inégalités, de la pauvreté ou des pollutions incite les victimes à la violence « éternelle ». Aujourd'hui encore, la faim, le manque de soin, les catastrophes naturelles, les épidémies et les inégalités tuent beaucoup plus de personnes que toutes les guerres internationales, nationales ou ethniques. La sécurité économique conçue comme la nécessité d'une croissance optimale d'un PNB à la construction et au contenu discutable ne peut être complice des violences au travail, de l'absence de satisfaction des besoins matériels de base pour chacun, des soins pour tous et du non respect des droits de l'homme. Les théories de la sécurité doivent prendre en compte les relations

² Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), *The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Hébert J-P., Samson, I. (2008), *The Birth of the political economy or the economy in the Hearts of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Bensahel, L., Coissard, S., Echinard, Y. (2008), *French Utopian Economists of the Nineteenth Century, Defence and Peace Economics*, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), *War, peace and security, Preface Walter Isard, Contributions to Conflict Management, peace economics and development*, Emerald Publishing, London.

³ Fisher, D. (1993), *Nonmilitary aspects of security. A systems approach*, United Nation Institute for Disarmament research UNIDIR, Geneva. Fontanel, J. (2010), *Un concept élargi de la sécurité économique*, in "Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris. Fontanel, J. (2005), *La globalisation en « analyse »*. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*. Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

économiques, humaines et sociales nationales et internationales et l'équilibre des pouvoirs dans le système international.

Quelle sécurité économique ?

La sécurité en soi pleine et entière n'existe pas. La loi de la nature fait que les êtres naissent, vivent et disparaissent. A tout moment, quel que soit le système de sécurité, la mort s'invite pour chaque être, parfois pour des populations entières dans le cas de famines, de guerres ou de pandémies. L'économie a pour objectif de « nourrir les hommes, soigner les hommes et libérer les esclaves », comme le disait François Perroux⁴. Dans ce contexte, l'insécurité existe lorsque la nourriture vient à manquer, lorsque collectivement un système se trouve provisoirement au moins dans l'incapacité d'apporter les soins nécessaires aux personnes en situation de grande vulnérabilité et lorsque les individus sont anormalement pressurés dans leur travail pour apporter le bien-être des autres nantis. La sécurité économique n'intègre pas seulement la production et la consommation, elle doit prendre en compte les dimensions des besoins la personne humaine dans l'ensemble de son activité économique. Dans ce contexte, le fameux PIB ne renseigne que sur la capacité de production, mais pas sur les autres dimensions, notamment la qualité des soins apportés à l'ensemble des citoyens et toutes les formes qui, dans le procès de travail, expriment la violence de l'injustice⁵. Dans ce cas, l'optimum de la croissance économique n'est pas l'objectif fondamental de la sécurité économique, puisque les faiblesses endémiques du système conduisent constamment à des crises économiques, financières et sociales souvent létales pour les citoyens les plus vulnérables.

Dans ce contexte, la grande difficulté est de déterminer le seuil de vulnérabilité réelle, perçue ou redoutée qui amplifie ou réduit le potentiel économique (et donc social) de paix et de développement économique. Il s'agit également d'une forme agrégée qualitative de risque lié à la fois aux forces naturelles (comme les tsunamis ou les pandémies d'Ebola) et aux développements technologiques déstabilisateurs (comme le contrôle monopolistique de l'information), économiques (comme les effets de la spéculation internationale déstabilisatrice), sociaux (comme les migrations internationales incontrôlées), environnementaux (comme le réchauffement climatique), stratégiques (comme la poursuite des conflits armés dans le monde) et politiques (comme le terrorisme ou le nationalisme excessif)⁶. Il n'y a pas de niveau optimal de sécurité en soi, car « l'économie et la politique ont chacune des approches distinctes avec des dynamiques différentes fonctionnant à des vitesses différentes »⁷. C'est pourquoi les stratégies conduites par les Etats sont généralement présentées comme favorables à l'ensemble des populations concernées, alors qu'elles contiennent aussi des idéologies, des conventions, des intérêts particuliers enfouis derrière le message de l'intérêt collectif.

La sécurité d'un pays n'étant pas incluse dans un modèle fiable, les politiques économiques basées sur un calcul optimal sont en effet impossibles à construire sans des hypothèses très strictes qui ne sont pas confirmées par l'observation. L'objectif de la

⁴ Perroux F. (1952), « Note sur les coûts de l'homme », Economie appliquée,

⁵ Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

⁶ OCDE (2003), *Les risques émergents au XXIe siècle*, OCDE, Paris.

OCDE (2004), *L'économie de la sécurité*, OCDE, Paris.

⁷ Smith, R. (2010), *Sécurité internationale et crise économique internationale* ». in *Economie politique de la sécurité internationale* (Jacques Fontanel Ed.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

sécurité économique nationale est de protéger le développement économique d'un pays confronté à de multiples attaques de divers types, notamment la fraude financière, la cybercriminalité et la cyber guerre, les addictions stratégiques, les pandémies ou la lutte contre les espionnages industriels et de recherche. La sécurité économique du territoire devient essentielle dans le contexte d'une économie ouverte pleine d'opportunités mais aussi dangereuse avec la situation potentielle de prédation des atouts stratégiques nationaux dans des secteurs clés. Au début du XVI^e siècle, Machiavel affirmait que les armes et les lois étaient les fondements de l'action des Etats. Si le rôle principal de l'État est de protéger tous les citoyens contre le danger d'ennemis réels ou imaginaires, le gouvernement doit donner la priorité absolue à la défense nationale. Dans ce contexte, la volonté militaire est une tâche permanente pour les chefs de gouvernement d'assurer le service de défense nationale ou de rechercher l'hégémonie ou le pouvoir international. Il existe un contraste frappant entre les États puissants développés fortement structurés et l'ordre international invertébré, anarchique, au moins en apparence. Les règles internationales sont souvent contournées par les grandes puissances et Washington ne manque pas aujourd'hui, dans certains domaines économiques de plus en plus élargis, d'imposer ses propres lois aux acteurs publics et privés internationaux⁸. Les lois internationales ne sont pas suffisamment restrictives pour changer substantiellement le comportement des acteurs internationaux, les Etats, mais aussi les institutions internationales, les firmes multinationales, les organisations non gouvernementales, les idéologies dominantes et les religions. Les règles collectives, lorsqu'elles existent, sont insuffisamment respectées, notamment en raison de l'absence d'un gouvernement centralisé fort⁹.

Plusieurs faits quantifiables ou observables peuvent être mis en évidence pour démontrer la qualité de la sécurité internationale en 2019.

- Les conflits armés restent importants en 2019, notamment en Syrie, en Irak, au Yémen, au Tchad, au Congo, en Libye, mais aussi les guerres religieuses ou régionales continuent leurs effets mortifères. La situation actuelle est plus préoccupante que celle de 1990 qui a mis fin à l'antagonisme entre les systèmes capitalistes et socialistes.

- Le nombre d'ogives nucléaires montre également une situation de sécurité internationale dangereuse importante. S'il y a eu une réduction du nombre de vecteurs, notamment ceux qui sont en service immédiat, leur force destructrice et leur précision ont été accrues. Les forces américaines ont une puissance explosive de 2 400 mégatonnes, soit 100 000 fois celle d'Hiroshima et un "rapport qualité / prix" très élevé. L'intérêt du désarmement partiel des armes nucléaires pour la paix ne réduit pas le danger, car la prolifération de l'arme peut inquiéter, au moment où le rôle de la Conférence du désarmement s'est amenuisé¹⁰.

⁸ Fontanel, J., Suscheva, N. (2019). L'arme économique du droit extraterritorial américain, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Pétersbourg, 2019,

⁹ Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, Defence and Peace Economics, Volume 19, number 5, October. Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), War, peace and security, Preface Walter Isard, Contributions to Conflict Management, peace economics and development, Emerald Publishing, London.

¹⁰ Natural Resources Defense Council (2006), Global Nuclear Stockpiles, 1945-2006, Bulletin of the Atomic Scientists.

Tableau 1 - Les stocks d'armes nucléaires dans le monde de 1960 à 2010.

Pays	1960	1990	2018
Etats-Unis	20.434	21.004	6450
URSS (Russie)	11.643	37.000	6600
Chine	0	430	270
Royaume-Uni	30	300	215
France	0	505	300
Inde	0	5	130
Pakistan	0	0	140
Israël	0	0	80
Corée du Nord	0	0	10

- La prolifération des armes classiques ne cesse et les Etats acceptent encore leur vente libre. Il y a près d'un milliard d'armes à feu dans le monde qui alimentent les guerres civiles et les efforts de contrôle de l'ONU sur ces armes n'ont pas encore abouti.

- L'indicateur des dépenses militaires n'est pas un bon indicateur du niveau de sécurité internationale. Après la guerre froide, les dépenses militaires ont diminué, en raison de la difficulté à concevoir et à organiser de nouvelles stratégies militaires, la crise des finances publiques et l'effondrement des économies en transition. Aujourd'hui elles ont repris vers la hausse, au regard des conflits contre le terrorisme d'Etat. Pour la Banque mondiale, en milliards de dollars courants, les Etats Unis (649), la Chine (250), l'Arabie Saoudite (67,6), l'Inde (66,5), la France (63), la Russie (61,4), le Royaume-Uni (50), l'Allemagne (49,5), le Japon (46,6) et la Corée du Sud (43) sont les dix pays qui dépensent le plus dans les armes¹¹. Cette information est intéressante, mais elle dépend aussi beaucoup de la manière dont elle a été calculée. En effets, le concept de dépenses militaires a fait l'objet de nombreuses études, mais les comparaisons intertemporelles et internationales sont sujettes à des hypothèses qui peuvent modifier la compréhension des enjeux stratégiques. L'ONU a cherché à mettre en place un instrument de mesure, lequel, aujourd'hui, n'est sans doute plus suffisamment pertinent au regard du potentiel des effets sous-estimés de la cyber guerre¹². De fait, l'estimation des dépenses militaires exprime d'abord la capacité d'un pays à dépenser pour sa sécurité ou sa puissance militaire. Cependant, les stratégies engagées peuvent ne pas être pertinentes. Si la France dépense beaucoup, avec la Ligne Maginot en 1939, et peut-être avec la

¹¹ Banque mondiale <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.CD>

¹² Fontanel, J. (1980) Le concept de dépenses militaires, Revue Défense Nationale Décembre 1980. Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, Revue Défense Nationale Novembre 1982. ONU (1980), Reduction of Military Budgets - Refinement International Reporting of Military Expenditures and Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/S-12/7). ONU (1985), Reduction of Military Budgets - Construction of Military Price Indexes and Purchasing-Power Parities for Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/40/421). Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), Military Expenditure Comparisons, Colloque Association Internationale de Sciences Economiques et du SIPRI, Stockholm, Octobre 1985. in "Peace, Defence and Economic Analysis" (SCHMIDT C. & BLACKHABY F., Ed), The International Economic Association, Mac Millan, London, 1987 (12 pages). Fontanel, J. (1986), A note on the International Comparison of Military Expenditures Colloque de l'Association Internationale de Sciences Economiques, Paris in 'The economics of military expenditures. Military expenditures, economic growth and fluctuations C. SCHMIDT (Ed.), Mac Millan, London, 1986 (15 pages). Malizard, J, Fontanel, J. (2017). Les dépenses militaires, un indicateur polysémique, évolutif et concurrencé de la sécurité nationale. Annuaire français de relations internationales, Paris : La Documentation française, 2017, XVIII. Fontanel, J. (2018), De nouvelles séries des dépenses militaires mondiales et nationales proposées par la SIPRI. Leur objet, leur signification et leurs approximations. PSEI, n°9 <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

dissuasion nucléaire, il n'est pas certain que sa sécurité ait été améliorée pour le montant de son investissement. De même, une charge excessive des dépenses militaires par rapport au PIB peut devenir un facteur d'épuisement économique, comme l'exemple de l'URSS a pu nous l'apprendre¹³. Les dépenses militaires excédentaires deviennent un fardeau pour les économies nationales, mais parfois elles renforcent les technologies de l'industrie nationale, notamment dans la R&D.

- Les alliances militaires, financières ou politiques, internationales telles que l'OTAN, le FMI et l'ONU visent à réduire l'incertitude en établissant des normes internationales améliorant la cohésion du système international. L'ONU appelle à des opérations de maintien de la paix dangereuses mais utiles, lorsque les parties impliquées sont disposées ou forcées à trouver une solution pacifique.

- La sécurité communautaire exige que les États qui composent le monde politique tout entier rejettent l'utilisation ou la menace de la force comme mécanisme pour résoudre leurs conflits mutuels. L'ennemi intérieur, comme le terrorisme, implique d'autres forces et d'autres coopérations. Les États doivent choisir entre divers instruments politiques, à savoir l'information, des institutions spécialisées, la coordination réglementaire ou la dissuasion des sanctions, en vue de protéger les infrastructures nationales et les entreprises, les piliers économiques d'un pays,

- Les politiques de sécurité de l'État peuvent avoir des effets pervers. Les dispositions prises dans le domaine de la défense nationale, de la lutte contre la criminalité et des droits civils imposent des coûts aux entreprises. Afin de gérer l'insécurité, les États développent de nouvelles règles ou lois, concernant la gestion civile des catastrophes naturelles, des accidents industriels, des maladies infectieuses de type pandémie, et du terrorisme international. Il existe plusieurs méthodes d'attaque, de la désinformation de propagande, la collecte de données, au sabotage confidentiel des infrastructures et des systèmes (pipelines, transport, centrales nucléaires, etc.). La destruction d'équipements sensibles pour intercepter les ordres de commandement est un objectif contre un ennemi. L'attaque électronique empêche l'adversaire d'utiliser son spectre électronique. La cyberattaque peut également être utilisée pour neutraliser ou détruire les infrastructures militaires d'un pays dans sa capacité C4ISR (commandement, contrôle, communications, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance

Par conséquent, le concept de sécurité ne peut évidemment pas être réduit aux zones de défense active et passive; il s'appuie sur le contexte économique, sociétal, environnemental et politique spécifique. Il doit prendre en compte les questions liées à la pollution au changement de climat, au terrorisme, aux conflits ethniques, et régionaux, à la famine, à la drogue et au crime, au fondamentalisme religieux. La mondialisation transforme la définition de la sécurité économique, en donnant un poids croissant aux facteurs non militaires de la sécurité. Le sentiment d'insécurité augmente avec l'importance du chômage et de la précarité, des dettes publiques et privées, des inégalités et de la crise du système social. Le sentiment d'une amélioration de la sécurité humaine, qui s'était considérablement amélioré au cours du siècle dernier, commence à décliner. La mondialisation, très recommandée par les économistes libéraux, devait

¹³ Fontanel, J., Coulomb, F., Samson, I. (2001), Military conversion and transition in Russia, *Pax Economica*, n°6. Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. *Defence and peace economics*, 6(3), 237-251. Shkaratan, O., & Fontanel, J. (1998). Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), 367-379.

améliorer la situation quotidienne des personnes. Ce qu'aucun chiffre ne permet aujourd'hui de confirmer, bien au contraire.

Quel optimum économique sans sécurité ?

La notion de sécurité économique doit tenir compte de toutes les questions relatives aux problèmes de la satisfaction des besoins des acteurs économiques. Pourtant, L'insécurité fait partie du fonctionnement des sociétés modernes fondé sur la concurrence et les relations de pouvoir. Les économies industrialisées éprouvent de nouvelles inquiétudes, avec l'épuisement progressif des matières premières et énergétiques, le réchauffement climatique et des barrières contre les pollutions de l'air ou de l'eau. Comment expliquer aux pays en développement que le type de développement économique dont ont bénéficié les pays développés ne leur est plus applicable? Le marché n'est pas en soi un facteur de stabilité et de sécurité économique.

Tableau 2 – Les facteurs économiques de sécurité¹⁴

Facteurs globaux	Facteurs médians	Facteurs individuels
State, interstate relations, world	Enterprises, firms, business associations	Individus, familles, sociétés
<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité des marchés publics, > Libre-échange, > Compétition, > Développement durable, > Croissance du PIB, > Productivité, > De faibles taux d'inflation, > Taux de chômage bas, > Taux de change stables, > équilibre de la balance des paiements, > Endettement, > «Dotation» stable avec des facteurs de production (comme le pétrole et le gaz), > Éviter et réagir aux attaques spéculatives, > Résoudre les problèmes liés à la consommation de drogues, au trafic et aux 	<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité de l'environnement macroéconomique de l'État, > Innovation, nouvelles inventions, > Marketing, > Solvabilité et discipline financière, > Flexibilité, > «Dotation» stable avec facteurs de production, > Diffusion technologique, > Flexibilité d'administration, > Taux de change stables, > Production allégée, > dilemmes éthiques, > Connaissances, > Minimiser la production du marché noir. 	<ul style="list-style-type: none"> > Stabilité de l'environnement macroéconomique de l'État, > Innovation, nouvelles inventions, > Marketing, > Solvabilité et discipline financière, > Flexibilité, > «Dotation» stable avec facteurs de production, > Diffusion technologique, > Flexibilité d'administration, > Taux de change stables, > Production allégée, > dilemmes éthiques, > Connaissances, > Minimiser la production du marché noir.

¹⁴ Udovic, B. (2011), Economic security: Large and Small states in enlarged European Union, [http:// :www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working- groupcpwg/bostjan-udovic-economic](http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-groupcpwg/bostjan-udovic-economic). Assessed on October 31, 2011.

L'enjeu est de comprendre comment réduire l'incertitude des agents économiques et améliorer leurs performances. Les marchés apprécieront probablement les efforts du gouvernement pour sécuriser la production et le commerce, mais ils peuvent aussi profiter des failles du système pour se libérer des contraintes sécuritaires. Les coûts de transaction sont importants dans le domaine de la sécurité. Dans quelle mesure l'interdépendance et l'ouverture des économies nationales sont-elles possibles, en tenant compte des contraintes sécuritaires, en termes de santé, de qualité des produits, des effets de la production étrangère sur le climat ou les pollutions ou de l'existence de paradis fiscaux qui captent une partie des ressources publiques destinées à l'éducation, la santé, à la culture ou à la sécurité du pays et de ses concitoyens. ?

La sécurité des coalitions devrait être engagée dans une économie mondiale pour réduire ses coûts et améliorer les processus de négociation. Cependant, l'accès aux services et aux produits de sécurité pose la question cruciale de l'équité. La libéralisation croissante de l'économie (biens, capitaux, actifs financiers et travail) conduit trop souvent au moins-disant au regard des droits nationaux hétérogènes. La mondialisation produit des effets pervers en termes d'inégalités croissantes au bénéfice des plus riches¹⁵. De nouvelles technologies d'identification et de surveillance sont en cours de développement dans les secteurs privé et public, à l'instar de la biométrie ou de la surveillance par satellite. Les risques devraient provenir principalement du terrorisme, du développement des virus informatiques, mais aussi infectieux pour la santé, de la guerre ou du conflit économique, des embargos affectant la distribution de pétrole et de gaz et à l'instabilité financière internationale. Enfin, en temps de paix, la quête d'hégémonie sur les réseaux d'information est à la fois secrète et essentielle. À cet égard, les barrières océaniques ou les armes militaires n'améliorent pas la sécurité internationale et le contrôle de la sécurité des outils de communication. La diffusion de l'information dans le monde est plus rapide, moins chère et plus simple et sa résonance est difficile à contrer. L'interconnexion des ordinateurs réduit la sécurité de tous les Etats face à un ennemi, un adversaire ou un concurrent peu scrupuleux. Le Pentagone dispose d'un Cyber Command chargé de répondre aux attaques informatiques et offensives menées dans le cyberspace. Les dirigeants politiques doivent définir une gamme d'instruments politiques pour réduire, gérer ou compenser l'insécurité.

La mondialisation a produit de nouvelles situations de sécurité économique centrées sur différents types de transmissions indésirables à travers les frontières nationales. Ainsi, les variables économiques peuvent devenir des armes de guerre redoutables. Les États peuvent utiliser ce moyen pour contraindre un pays étranger à atteindre ses propres objectifs, réduisant ainsi la sécurité internationale¹⁶. "La pression incessante de la concurrence mondiale menace la solidarité, le cœur invisible du développement humain. Nous devons repenser la gouvernance nationale et mondiale, en nous concentrant sur le développement humain et l'équité »¹⁷. Il y a un drainage des richesses du Sud au Nord et une normalisation de la culture. Jusqu'à présent, le

¹⁵ Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, paus filous. La fuite organisée ndes impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Paris.

¹⁶ Fontanel, J. (2019), *Différends, conflits et guerres économiques*. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.

¹⁷ PNUD (1999), *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck & Larcier s.a., Paris, Bruxelles, p.7 et 8.

développement durable est un concept théorique que la mondialisation gomme dans toutes les activités quotidiennes. En outre, les flux financiers illicites, attisés par des acteurs terroristes latents, sont plus difficiles à contrôler et plus faciles à déguiser en transactions économiques légales (terrorisme, criminalité, pollution). De nouvelles pénuries peuvent entraîner des conflits armés. L'eau et les matières premières des « terres rares » constituent des enjeux stratégiques décisifs dans les régions confrontées à la pénurie pour l'une¹⁸, pour ses utilisateurs dans les pays développés pour les autres. Enfin, les chocs économiques et financiers internationaux peuvent saper la croissance économique, accroître les inégalités et la vulnérabilité économique et conduire à de nouvelles tensions militaires nationales et internationales.

Aujourd'hui, les gouvernements sont de plus en plus conscients des retombées dangereuses d'un processus de mondialisation excessif et des risques de complexité économique permis par l'ouverture économique. La perception croissante de l'insécurité entraîne une augmentation des coûts de transaction liés à l'exercice d'une entreprise, y compris les frais de transport. Une baisse des échanges peut réduire l'activité économique et renforcer le cloisonnement géographique. L'Etat peut intervenir pour maintenir les avantages d'une croissance économique nationale, éviter les confrontations et développer les fondements sociaux d'un développement économique qu'une situation d'insécurité ralentirait. Cependant, la polarisation mondiale des richesses menace la paix et la sécurité dans les années à venir. En d'autres termes, certains pays relativement pauvres auront accès à des armes nucléaires ou à des cyber-armes pour revendiquer un rôle plus important dans la distribution des richesses. Dans ce contexte, la menace de guerre pourrait s'intensifier à l'avenir. Les «stratèges» des grandes puissances insistent désormais sur la protection des intérêts des pays développés contre les menaces croissantes du Sud en termes de terrorisme, de guerre civile, de production d'armes de destruction massive (y compris nucléaires) et de conflits internationaux suscités par des «États voyous». L'insécurité politique et la crise économique augmentent avec le développement du nationalisme et du fondamentalisme religieux, l'effondrement de la gestion de l'État, la migration illégale, les conflits ethniques et le sous-développement économique.

L'intelligence économique sera mise à contribution pour protéger le patrimoine économique et technologique du pays. Elle sera en mesure de discerner la dépendance directe du pays dans les secteurs stratégiques et de développer les services de détention des informations sensibles. La guerre de l'information consiste en un ensemble de méthodes et d'actions visant à mettre un rival en difficulté ou à s'impliquer dans l'acquisition d'informations (données ou connaissances) pour dégrader le pouvoir de l'adversaire. La cyber-guerre doit être préparée, au moins pour la défense nationale. L'expansion de l'infrastructure des TIC (y compris l'infrastructure à large bande) semble contribuer à la vulnérabilité des systèmes d'information. Le blocage des centres de commande à distance, des ordinateurs ou de la transmission d'informations est une arme puissante entre les mains d'un concurrent ou d'un ennemi qui peut perturber le système de défense d'un pays.

¹⁸ L'eau douce devient une ressource instable, cyclique, saisonnière, vulnérable et régionalement rare, dont la consommation est nécessaire à la survie humaine. Le Moyen-Orient est une région particulièrement sensible en termes de rareté et de mauvaise allocation des ressources en eau. Aujourd'hui, elle est confrontée à une forte croissance démographique dans un climat sec, avec des inégalités dans la fourniture des ressources et des niveaux de consommation, la dépendance des voisins partageant le même étang, des systèmes fluviaux complexes et la faiblesse de la gestion collective.

Quel concept de sécurité économique et humanitaire retenir ?

La sécurité humaine est une approche davantage centrée sur l'être humain que sur l'État, mais sa définition est encore vague. Elle introduit des contenus subjectifs comme la liberté, l'exercice des droits individuels et le respect de la vie privée. Le choix entre liberté économique et sécurité est souvent délicat, car des niveaux élevés de réglementation et de restriction menacent la productivité et l'optimisation de l'utilité. La sécurité d'un État et d'une Nation est un «bien public». L'économie doit se préoccuper de nourrir et soigner les citoyens, et les libérer des entraves inutiles fondées sur une optimisation d'un travail qui profite à quelques uns. La mondialisation se caractérise aujourd'hui par le rétrécissement des distances et du temps et par la suppression de nombreux obstacles traditionnels comme les tarifs douaniers et le libre échange des actifs financiers. Cependant, si les marchés partent souvent avec l'image de l'efficacité économique, ils négligent l'équité, les biens publics et la protection de la Terre. Pour le PNUD, il faut défendre l'éthique (lutte contre les violations des droits de l'homme), l'équité (réduire les disparités nationales et internationales), l'intégration (rejet de l'exclusion et de la marginalité), la sécurité humaine (réduire l'instabilité du système et améliorer le respect des règles collectives), la durabilité (y compris la conservation de l'environnement) et le développement (baisse de la pauvreté). Pourtant, La mondialisation favorise les violences quotidiennes de la précarité, des temps de travail et de transport, des revenus insuffisants au regard de la production mondiale. Plus de 1,3 milliard de personnes vivent encore dans une pauvreté indigne.

La volonté de croissance à tout prix a conduit au développement d'inégalités inacceptables, germes de conflits. L'internationalisation des systèmes de production a entraîné une fragmentation des fonctions commerciales spécialisées (R&D, développement technologique, production, distribution et commercialisation). La dispersion géographique croissante des activités productives organisées dans une chaîne d'approvisionnement mondiale rend les perturbations, les retards et les fraudes plus fréquents et moins punissables¹⁹. La consommation mondiale de matières premières a augmenté de vingt depuis 1900²⁰. Il y a épuisement des stocks de poissons, surpâturage, désertification, pollution chimique. L'industrie américaine rejette 150 fois plus de déchets chimiques qu'en 1950: le risque de développer un cancer est deux fois plus grand pour un Américain que pour son grand-père. Les entreprises considèrent normal qu'une activité économique rentable conduise à des dommages environnementaux irréversibles. Les scientifiques prédisent une augmentation de 2 degrés des températures mondiales moyennes au cours du prochain siècle, ceteris paribus. Dans ces conditions, l'environnement devient plus hostile avec les cyclones, les tempêtes de poussière, la perte de forêt ou le manque d'eau. De nature normative, la recherche sur la sécurité collective a une valeur subjective élevée. Cela dépend des objectifs politiques et sociétaux, en concurrence avec les actions sociales. Lorsque les besoins humains ne sont pas une priorité, les États se réfèrent à l'idée d'un sacrifice collectif nécessaire mais temporaire pour un avenir meilleur. Il faut donc choisir et établir des priorités entre le présent et le futur, entre la capacité de réparation permise

¹⁹ Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

²⁰ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), *For a general concept of economic and human security*, in *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014.

par les potentialités anticipées des nouvelles technologies et l'irréversibilité des destructions ou pollutions. C'est un pari risqué sur l'avenir.

La sécurité internationale doit être fondée sur le concept de développement humain durable, qui implique à long terme des conditions de production supportables pour l'environnement, la fin de l'extrême pauvreté, la création de la stabilité sociale et le rejet de la discrimination. Plusieurs études ont cherché à construire un indice de sécurité humaine, qui comprend généralement des éléments de l'indice de développement humain (éducation, santé et revenu), un indicateur d'équité, mais aussi le choix entre les générations, celui de l'avenir par rapport à celui du présent. La perception de la sécurité repose sur une structure sociale, qui met en évidence les problèmes d'identité culturelle, religieuse, linguistique et nationale et la question de la survie des communautés traditionnelles. La mesure de la sécurité humaine est difficile et souffre du manque de consensus dans la définition et l'interprétation des données. Cependant, il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un instrument intéressant pour comprendre la situation de la sécurité internationale.

La sécurité humaine est un objectif central du développement économique, car elle élargit les choix humains ainsi que la qualité de vie de la société et des individus. Les marchés ont besoin de la sécurité des échanges économiques, d'une justice pour juger les conflits commerciaux et d'une police pour arrêter les activités illégales et la violence. Enfin, un développement déséquilibré stimule les tendances de prédation. Pour Amartya Sen²¹, il convient d'accorder autant d'attention à la répartition inégale des libertés, droits et capacités substantiels qu'aux revenus. De même, pour la sécurité économique, tant l'inégalité que la pauvreté sont les racines de la vulnérabilité individuelle. Aujourd'hui, plus de cinquante pour cent des personnes dans le monde vivent avec le sentiment de précarité. La sécurité exige que les gens aient un accès économique aux aliments de base. La production alimentaire mondiale est importante, mais les inégalités et le manque de pouvoir d'achat sont les principaux facteurs de famine. Pour l'ONU, l'accès au travail, un revenu garanti, la protection contre les maladies, l'accès à la sécurité sanitaire, un niveau d'éducation suffisant, la disponibilité d'une eau potable et d'un air non pollué quotidien, le respect des relations pacifiques traditionnelles ou ethniques et des droits de l'homme et protection personnelle contre la violence sont les principales dimensions de la politique de sécurité économique. Sans contrôle des inégalités, les tensions de classes, la violence ethnique et les conflits régionaux engendrent une insécurité générale. Le paradigme dominant de l'économie libérale ignore le débat sur les inégalités, le considérant comme non pertinent à court terme. Il considère que le développement économique implique des sacrifices sociaux dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'environnement et l'emploi. Le bien-être renforce la stabilité et la durabilité de la sécurité humaine.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'État a la capacité à produire la sécurité entre les hommes, à l'intérieur comme à l'extérieur de son territoire. Tous les intérêts sont subordonnés à l'État, qui doit protéger les frontières nationales, les valeurs, les institutions et la population. Ainsi, la défense nationale fait référence à la capacité de l'État à dissuader ou à vaincre une attaque pour protéger son territoire, maintenir son intégrité ou renforcer son pouvoir national au niveau international (dans une idée

²¹ Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.
Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in Jacques Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes*. Collection Débats, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

d'hégémonie, de puissance militaire internationale ou régionale). Pour Todd Sandler²², la prévention et la protection ont des externalités différentes. Un équipement de sécurité visant à réduire la probabilité d'un phénomène collectivement indésirable peut être investi au détriment d'autres cibles (externalité négative), ce qui conduit souvent à des investissements insuffisants en matière de sécurité. Ainsi, la protection d'un site contre le terrorisme entraîne une augmentation des coûts de sécurité qui, toutes choses égales par ailleurs, ne seront pas utilisés sur un autre site, augmentant le risque global. Enfin, les régimes d'indemnisation modifient la réaction des agents au risque et les incitent à jouer sur l'aléa moral. L'État est le seul acteur centralisant les décisions publiques et décidant de la stratégie de sécurité. Les actions actuelles des États-Unis semblent développer les effets douteux de «l'impérialisme américain» avec un «choc des civilisations religieuses» en retour. Cependant, lorsque l'on parle de l'État, celui-ci conduit une politique qui n'est pas nécessairement fondée sur l'intérêt de l'ensemble des citoyens. La démocratie est en danger, car les moyens sont concentrés par ceux qui disposent à la fois des moyens financiers et d'information pour convaincre les autres individus de l'intérêt d'une stratégie de ruissellement qui n'a, in fine, pour objectif que d'accroître leur propre pouvoir et leur fortune.

Aujourd'hui, l'action militaire a été partiellement reconsidérée, passant de l'objectif traditionnel de prédation et d'hégémonie à la défense des intérêts économiques et à la recherche de stratégies alternatives pour terroriser le terrorisme. Une sécurité humaine axée sur les personnes, visant principalement à protéger le bien-être des êtres humains, consiste à protéger les citoyens contre les agressions internationales, les menaces environnementales, les maladies infectieuses, la récession économique, la pauvreté et les inégalités. L'interdépendance économique pourrait apporter des avantages en termes de sécurité.²³ La participation des organisations régionales et internationales, des communautés locales et des organisations non gouvernementales est nécessaire. Quelle est la principale situation d'insécurité, pour qui et où? Un agenda international doit être établi dans le cadre d'un processus de négociation impliquant des organisations internationales, des États, des organisations non gouvernementales, des entreprises privées, des institutions financières et certains scientifiques.

La sécurité économique n'est pas toujours valorisée. La précarité est même parfois revendiquée comme un facteur certain de progrès pour l'humanité. De fait, cette analyse conforte les analyses libérales, elle permet de mettre toutes les activités économiques et sociales en concurrence. La loi du plus fort est une pratique ancestrale que nos sociétés pourraient aujourd'hui remettre en cause. La prédation n'est pas une activité noble de production, elle s'inscrit dans la répartition inégalitaire, le refus d'un avenir collectif, la mise en évidence d'une violence quotidienne. La sécurité nationale doit s'ouvrir aux conditions économiques, car celles-ci financent les armées, la police, l'état de droit. Cependant, elle ne peut pas n'être qu'une sécurité étatique, d'autant plus que l'État démocratique est gravement menacé par les inégalités de richesses et de moyens qui conduisent les démocraties à céder progressivement aux valeurs de la ploutocratie. Le patrimoine des hommes, la Terre, est aujourd'hui menacée, chaque État, chaque région, chaque individu doit aujourd'hui vouloir que la vie humaine se

²² Sandler, T. (2003), «Collective Action and Transnational Terrorism», *The World Economy*, 26(6), pp.779-802.

²³ Kauffmann, M. (2006), *Gouvernance économique mondiale et conflits armés*. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

dégrade plus, et même qu'elle s'améliore dans l'équité. Le développement économique doit s'ouvrir sur l'homme au centre des attentions dans la recherche d'un développement durable, soutenable, avec une volonté réelle d'éradiquer la pauvreté et de réduire toutes les formes d'inégalités en développant une société de tolérance mutuelle, véritable gage de la sécurité et de la liberté des hommes.

Bibliography

Bensahel-Perrin, L., Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2009), Les organisations non gouvernementales, ou l'homme au cœur d'une mondialisation solidaire, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Brück, T. (2004), Économie de la sécurité: arbitrages économiques, In OCDE, L'économie de la sécurité, OCDE, Paris. P.115.

Brück, T. (2004), «The Economic Consequences of Terror: Guest Editor's Introduction», European Journal of Political Economy.

Buzan, Barry, Ole Waever and Jaap de Wilde (1998) Security: a new framework for analysis. London: Rienne Liener

Cars, H.C., Fontanel, J., (1985), Military Expenditure Comparisons, Colloque Association Internationale de Sciences Economiques et du SIPRI, Stockholm, Octobre 1985. in "Peace, Defence and Economic Analysis" (SCHMIDT C. & BLACKHABY F., Ed), The International Economic Association, Mac Millan, London, 1987

Fisher, D. (1993), Nonmilitary aspects of security. A systems approach, United Nation Institute for Disarmament research UNIDIR, Geneva.

Fontanel, J. (1980) Le concept de dépenses militaires, Revue Défense Nationale Décembre 1980.

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, Revue Défense Nationale Novembre 1982.

Fontanel, J. (1986), A note on the International Comparison of Military Expenditures Colloque de l'Association Internationale de Sciences Economiques, Paris in 'The economics of military expenditures. Military expenditures, economic growth and fluctuations C. SCHMIDT (Ed.), Mac Millan, London, 1986 (15 pages).

Fontanel, J., Borissova, I., Ward, M. (1995). The principles of arms conversion in the case of Russia. Defence and peace economics, 6(3), 237-251.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Les stratégies de la guerre économique, in « Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie, Collection. Coté cours, UPMF, Grenoble, pp. 29-50.

Fontanel, J., Antipas Touatam (2004), Cancun et l'Afrique, la guerre du coton, Géoéconomie africaine, Paris.

Fontanel, J. (2005), La globalisation « en analyse », Librairie des humanités, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J., Coulomb, F. (2008), The Genesis of Economic Thought Concerning War and Peace, Defence and Peace Economics, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Hébert J-P., Samson, I. (2008), The Birth of the political economy or the economy in the Hearts of Politics : Mercantilism, Defence and Peace Economics, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Bensahel, L., Coissard, S., Echinard, Y. (2008), French Utopian Economists of the Nineteenth Century, Defence and Peace Economics, Volume 19, number 5, October

Fontanel, J., Chatterji, M. (2008), War, peace and security, Preface Walter Isard, Contributions to Conflict Management, peace economics and development, Emerald Publishing, London.

Fontanel, J. (2010), Un concept élargi de la sécurité économique, in "Economie politique de la sécurité internationale, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

Fontanel, J. (2010), Economie de la sécurité internationale, L'Harmattan, La Librairie des Humanités, Paris.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities, (Bellais, R. Ed.), Emerald, Bingley, U.K., 2014.

Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure* (2015) in PSEI, Paix et sécurité européenne et internationale, <http://revel.unice.fr/psei/>

Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

Fontanel, J. (2016), Paradis fiscaux, paus filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2018), De nouvelles séries des dépenses militaires mondiales et nationales proposées par la SIPRI. Leur objet, leur signification et leurs approximations. PSEI, n°9 <http://revel.unice.fr/psei/index.html>,

Fontanel, J. (2019), Différends, conflits et guerres économiques. PSEI, Unice, 2019, n° 11 - <http://revel.unice.fr/psei/index.html>.

Fontanel, J., Suscheva, N. (2019). L'arme économique du droit extraterritorial américain, CESICE, UPMF, Grenoble & UNECON, Saint-Pétersbourg, 2019,

Galbraith, J.K. (2015), La grande crise. Comment en sortir autrement, Le Seuil, Paris.

Global Peace Index, Vision of Humanity (2009), Global Peace Index Rankings, http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=16&lang=en

http://www.miradaglobal.com/index.php?option=com_content&task=view&id=1061&Itemid=9§ion=16&lang=en

Kauffmann, M. (2006), Gouvernance économique mondiale et conflits armés. Banque mondiale, FMI et GATT-OMC, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Malizard, J, Fontanel, J. (2017). Les dépenses militaires, un indicateur polysémique, évolutif et concurrencé de la sécurité nationale. Annuaire français de relations internationales, Paris : La Documentation française, 2017, XVIII.

Natural Resources Defense Council (2006), Global Nuclear Stockpiles, 1945-2006, Bulletin of the Atomic Scientists.

OCDE (2003), Les risques émergents au XXIe siècle, OCDE, Paris.

OCDE (2004), L'économie de la sécurité, OCDE, Paris.

ONU (1980), Reduction of Military Budgets - Refinement International Reporting of Military Expenditures and Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/S-12/7).

ONU (1985), Reduction of Military Budgets - Construction of Military Price Indexes and Purchasing-Power Parities for Comparison of Military Expenditures, Report of the Secretary-General (New York, United Nations, A/40/421).

Perroux F. (1952), « Note sur les coûts de l'homme », Economie appliquée, 1952.

PNUD(1999), Rapport mondial sur le développement humain, De Boeck &Larcier s.a., Paris, Bruxelles.

Richard, T. (2011), Démocratie, économie de marché et paix, in Economie politique de la sécurité internationale (Fontanel, J. Ed.), La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Rutherford, M. (2009), Congressional commission focuses on China's cyberwar capability, *Military Tech*. October 22, 2009.

Saez, E., Zucman, G. (2019), *The triumph of Injustice*, W.W.Norton & Company Inc. New York. Fontanel, J. (2016), *La sécurité économique et sociétale*, PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale, Nice.

Sandler, T. (2003), «Collective Action and Transnational Terrorism», *The World Economy*, 26(6), pp.779-802.

Sen, A. (1981), *Poverty and famines : An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford University Press.

Sen, A. (2002), *Identité et conflit. Existe-t-il un choc de civilisations ?* in Jacques Fontanel (direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes. Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sheehan, Michael (2005), *International Security. An analytical Survey*, Boulder, CO, Lynne Rienner Publishers, 201 p.

Sheehan, N. (2003), *Le maintien de la paix pour le développement*, in Jacques Fontanel (Direction), *Civilisations, globalisation, guerre. Discours d'économistes, Collection Débats*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Sheehan, N. (2010), *Gendarme mondial de la paix. Vers un nouveau rôle pour l'OTAN*. in *Economie politique de la sécurité internationale* (Jacques Fontanel Ed.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

SIPRI yearbook (2009), *Armaments, disarmament, and International Security*, Oxford University Press, Oxford, Stockholm.

Skharatan, O., Fontanel, J. (1998), *Conversion and personnel in the Russian military-industrial complex*, *Defence and Peace Economics*, 9(4), 367-379.

Smith, Ron, Fontanel, Jacques (2008), *International security, defence economics and the powers of Nations*, in Fontanel, J., Chatterji, M., *War, peace and security*, in *Contributions to Conflict Management, Peace Economics and Development*, Emerald Publ. London.

Smith, R. (2010), *Sécurité internationale et crise économique internationale* ». in *Economie politique de la sécurité internationale* (Jacques Fontanel Ed.), Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

Stevens, B. (2004), *L'économie de la sécurité émergente. Une introduction*, in «L'économie de la sécurité, OCDE, Paris.

Udovic, B. (2011), *Economic security: Large and Small states in enlarged European Union*, <http://www.attac.org/en/groups/center-and-periphery-abolition-neocolonialism-working-groupecpwg/bostjan-udovic-economic>. Assessed on October 31, 2011.

United Nations Development Programme's 1994, *Human Development Report*, UNO. New York.

UNEP (2009) « *Evaluation environnementale de la bande Gaza après l'escalade des hostilités en décembre 2008-janvier 2009* », *Rapport PNUE*, septembre 2009.

Walkenhorst, P., Dihel, N. (2004), «Trade Impacts of Increased Border Security Concerns», *International Trade Journal*.

World Bank (2003), *Global Economic Prospects 2004*, Washington, DC.

World Bank (2003), «Reducing Trading Costs in a New Era of Security», *Global Economic Prospects 2004: Realizing the Development Promise of the Doha Agenda*, pp. 179-203.